



Ola Africa  
*Pour la gloire de l'Afrique*



Bénin - Union européenne  
*Un partenariat sur le long terme*

## Projet « Matchèressè - Wan'sina bura – Coexistons en paix »

### Activité 2.1.1- Réalisation d'une étude de référence

#### Termes de Référence

Février 2023

## **1. Contexte de l'activité**

Le phénomène de la radicalisation et de l'extrémisme violent pouvant conduire au terrorisme qui sévissait dans plusieurs pays limitrophes du Bénin comme le Nigeria, le Niger, le Burkina Faso et le Togo menace désormais le Bénin.

Cette menace sur le territoire béninois et dont certaines manifestations étaient présentes par endroits, s'y est aggravée ces derniers mois avec des attaques terroristes répétées dans certaines régions frontalières de la partie septentrionale du pays. Les signes de la présence de l'Etat ou les positions militaires sont devenus l'objet d'attaques. Beaucoup de villages dans certains départements sont déjà à des niveaux de risque de radicalisme et d'extrémisme violent allant de modéré à élevé.

Les signes de violences et de radicalisation sont légion dans plusieurs localités à risque notamment dans les quatre communes cibles du Projet « MATCHÈRESSÈ - WAN'SINA BURA – Coexistons en paix » à savoir : Nikki et Pèrèrè (dans le Borgou), deux communes frontalières avec le Nigeria ; Djougou et Bassila dans la Donga (sur la zone forestière frontalière avec le Togo).

Ce projet mis en œuvre par le consortium Social Watch Bénin, Ola Africa, GAPE et Bethesda comme bénéficiaire du Projet « Consolidation de la paix au Bénin à travers la prévention de l'extrémisme violent-CPBPEV », a pour objectifs d'œuvrer pour que :

- les populations des départements du Borgou et de la Donga soient véritablement résilientes à l'extrémisme violent,
- les citoyens et les organisations de la société civile (OSC) locales soient des partenaires actifs de la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent dans les communes de Pèrèrè, Nikki, Djougou et Bassila.

Au démarrage de la mise en œuvre des activités, il est prévu d'avoir une situation de base et un plan de suivi-évaluation du projet. Cela permettra d'apprécier qualitativement la contribution de chaque réalisation à l'atteinte des objectifs du projet visant à améliorer la résilience des communautés pour faire face aux menaces de l'extrémisme violent. Les présents termes de référence sont élaborés pour encadrer la réalisation de cette étude.

## **2. Objectif(s) et résultat(s) attendus de l'activité**

L'objectif global de cette étude est d'établir une situation de référence détaillée en proposant des valeurs (qualitatives et quantitatives) de référence pour les indicateurs d'impact, d'effets et de résultats conformément au cadre logique du projet.

Il s'agit spécifiquement :

- d'établir le point de départ des différents indicateurs (situation avant) afin d'être utilisé pour la comparer avec la situation pendant et après la mise en œuvre du projet (situation après) ;
- de réviser au besoin le cadre des résultats du projet et de mettre en place un plan de suivi-évaluation (en clarifiant les sources, les rôles et responsabilités, les données à renseigner, et la périodicité de collecte).

En termes de résultats attendus de l'étude, son rapport final de l'étude fournira :

- un état des lieux détaillé de chacun de chacune des communes d'intervention du projet ;

- une liste d'indicateurs et leur situation de départ, permettant de mesurer facilement les impacts, effets, et résultats du projet dans les zones d'intervention (cette liste devrait clairement distinguer ces indicateurs du cadre des résultats du projet qui ont été retenus sans changements, ceux qui ont été améliorés et ceux qui sont nouvellement proposés par le consultant après la mission de terrain) ;
- une analyse qualitative des résultats de l'étude ;
- un projet de cadre de résultat actualisé sur la base des résultats de l'étude ;
- Un mécanisme de suivi-évaluation du projet incluant l'analyse des risques actualisés (en clarifiant les rôles et responsabilités, les données à renseigner, les méthodes de calcul des indicateurs, la périodicité de collecte, etc.).

### **3. Méthodologie**

Le consultant chargé de l'étude proposera ses propres méthodes et techniques pour répondre à l'objectif de l'étude et partagera avec le consortium les critères d'échantillonnage et l'échantillon finalement choisi.

Il devra néanmoins prévoir une collecte de données qualitatives à travers l'organisation de focus groups et d'entrevues semi-dirigées avec les élus et les représentants de la société civile ainsi que des entretiens avec des personnes ressources sur les questions de radicalisation et d'extrémisme, des groupes vulnérables. Les données quantitatives et qualitatives devront être collectées au même moment dans la zone d'intervention du projet (Bassila, Djougou, Pèrèrè et Nikki).

La préparation de l'étude devra intégrer des entretiens avec toutes les parties prenantes du projet afin d'assurer la prise en compte de tous leurs besoins d'information par l'étude de référence, notamment la prise en compte du genre et des droits humains. L'étude sera réalisée sous la supervision des codemandeurs.

L'étude sera restituée aux parties prenantes dont le consortium, le PTF, les acteurs des communes. Une trentaine de participants prendra part à la séance de restitution.

### **4. Livrables**

Le rapport final doit être présenté sous forme numérique et imprimé (en format numérique Word et document papier accompagné des annexes, dans un document à part) en 3 exemplaires et présenté à la coordination du Projet dans les délais prévus par la consultation.

### **5. Durée de l'étude**

La durée proposée pour la consultation est de 20 jours au maximum.

Le consultant proposera une méthodologie dans son offre technique. Cette méthodologie sera validée par l'équipe du projet.

### **6. Soumission des offres**

Les consultants sont invités à soumettre des offres qui devront comprendre:

- **Offre technique**

L'offre technique devra présenter la compréhension du consultant du mandat et des attentes du projet, la méthodologie proposée, un calendrier indicatif des activités.

La proposition technique doit être présentée de manière concise et structurée dans l'ordre suivant de façon à inclure, de manière limitative, les informations suivantes:

- Le CV détaillé en faisant clairement ressortir les mandats réalisés en lien avec la consultation ainsi que les copies des attestations issues des prestations similaires ;
  - La compréhension des besoins et des services attendus à travers l'interprétation des termes de référence ;
  - L'approche et les méthodes suggérées pour traiter les différentes parties exigées par les termes de référence, y compris une liste détaillée des données et informations à collecter et des méthodes de collecte proposées ainsi que des structures, institutions et personnes ressources à contacter, et un plan de travail provisoire avec produits à délivrer avec les échéances correspondantes.
- **Offre financière**
    - a. Devis estimatif des honoraires homme / jour
    - b. Budget détaillé

Les offres rédigées en langue française, sous format PDF et en fichier unique doivent être envoyées **au plus tard le 26 Février 2023 à 17 heures précises (heure locale) avec la mention « Recrutement de consultant pour Etude de référence du projet Coexistons en paix »** à l'adresse : [appel@socialwatch.bj](mailto:appel@socialwatch.bj)

## 7. Grille d'évaluation des offres

Critères	Sous-critères	Notes maximales
<b>1- CONTENU DU DOSSIER DE CANDIDATURE</b>	Une lettre décrivant la motivation et les qualifications du candidat pour ce travail	2
	Un curriculum vitae détaillé comprenant les expériences de mission similaires et les coordonnées de deux références	2
	Un bref aperçu de la méthodologie de conduite de la mission	2
	Des références de travaux antérieurs ;	4
	Offre financière (Une estimation de coût sur la base d'un taux journalier et du nombre de jours)	5
	<b>Total 1</b>	<b>15</b>
<b>2- EXPERTISE</b>	<b>a. Expériences</b>	<b>35</b>
	Large expérience de travail avec les institutions de la République	5
	Compréhension des causes et manifestations de l'extrémisme violent au Bénin	15
	Compréhension claire et familiarité avec la citoyenneté (valeurs, participations, intérêt général, etc.)	15
	<b>b. Profil/qualifications et compétences</b>	<b>10</b>
	Formation en sciences politiques, administration publique, droit ou autres sciences sociales pertinentes	5
	Être familier avec les questions de transparence, de redevabilité, de gouvernance et de lutte contre la corruption	5
<b>Total 2</b>	<b>45</b>	
<b>3- CAPACITE TECHNIQUE</b>	<b>a. Motivation</b>	<b>25</b>
	Compréhension de la mission ( <i>voir TDR</i> )	5
	Précision des livrables ( <i>voir TDR</i> )	5
	Compréhension du cadre légal d'exercice de la citoyenneté ( <i>voir lettre de motivation</i> )	5
	Capacité à rédiger de manière succincte ( <i>Apprécier à partir de la lettre de motivation</i> )	5

	Maitrise de la langue française ( <i>Apprécier à partir de la lettre de motivation</i> )	5
	<b>b. Déroulement de la mission</b>	<b>15</b>
	Méthodologie (Un bref aperçu de la manière dont le travail sera abordé et les méthodes qui seront employées)	10
	Calendrier indicatif (Chronogramme selon les TDR)	5
	<b>Total 3</b>	<b>40</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>100</b>
<b>Rang / Offre technique</b>		
<b>Montant de l'Offre financière</b>		

Fiche de l'évaluation des offres

N° affecté	Soumissionnaires	Montant HT	Offre Financière		Offre Technique		Total	Rang
			Notes	20%	Notes	80%		
1								
2								
3								
4								